



Numéro 1 « Siphonner les esprits »

Entrevue avec Philippe Van Parijs.

Par Olivier Guilmain & Jos Tontlinger. Mars 2024

Philippe Van Parijs (1951) est docteur en philosophie (Oxford) et en sciences sociales (Louvain) et candidat en linguistique (Louvain). Il est en prise constante avec le monde contemporain en mouvement. Le philosophe belge mène ses combats intellectuels sur les terrains (avec l'idée de l'instauration d'un revenu de base inconditionnel qu'il défend depuis 40 ans) politique (le droit de vote des étrangers), linguistique (La justice linguistique) ou encore écologique (Picnic the Streets). Philippe Van Parijs est actuellement le Président du Advisory Board du Basic Income Earth Network (Bien) et du Conseil bruxellois pour le multilinguisme¹.

Invité à répondre à nos questions pour le Numéro 1 de notre revue Why...Not ! dont le thème librement interprétatif est « Siphonner les esprits », Philippe Van Parijs n'a de cesse de faire vivre l'idée d'une nécessaire Utopie, un thème qui nous est très cher.

WN : « Siphonner les esprits » Tel est le titre du Numéro 1 de notre revue d'écriture par l'image qui se nomme, Why...Not!

Why...Not ! qui peut se lire comme « et pourquoi pas l'Utopie ! »

Quels sont les moments ou événements que vous considérez comme des réussites d'idées utopistes dans l'histoire ?

PVP : L'abolition de l'esclavage, le suffrage universel, l'école pour toutes et tous, l'Union européenne, etc. etc. etc. La combinaison fabuleuse de paix et de liberté, de prospérité et de solidarité que nous connaissons aujourd'hui en Europe occidentale est le produit de la réalisation d'une longue succession d'utopies.

WN : Et quelle est l'idée utopiste qui vous tient le plus à coeur aujourd'hui ?

¹Le Conseil bruxellois pour le multilinguisme plaide notamment "pour l'importance de toutes les langues maternelles présentes à Bruxelles". Il recommande d'en encourager la transmission et d'en autoriser l'usage dans les communications officielles. Aujourd'hui, un tel sage est théoriquement interdit. Ce Conseil a remis un mémorandum au monde politique au début du mois de février 2024. Celui-ci contient 36 recommandations. Le Conseil souhaite aussi instaurer une semaine du multilinguisme, s'inspirant de la semaine de la mobilité.

PVP : La paix universelle et perpétuelle.

WN : Peindre nos sociétés et en imaginer de meilleures, tel est le rôle, utilitaire et subversif, de l'utopie qui ne vise pas à établir un monde parfait, mais qui propose plus modestement, mais radicalement, un monde où il ferait mieux vivre ensemble. Why... Not! s'inscrit précisément dans cette recherche de sens commun et d'éthique qui laisse la part belle aux libertés créatives individuelles des contributeurs et contributrices. L'idée de base est de poser des questions essentielles plutôt que d'apporter des réponses idéologiquement marquées.

De quoi rêvez-vous précisément aujourd'hui Philippe Van Parijs ? Où se situe selon vous la frontière entre une Utopie réaliste (disons réformiste) et une Utopie plus radicale (disons révolutionnaire) ? De quelle Utopie aurions-nous besoin pour nos sociétés pour répondre à votre rêve d'une société basée sur la justice ?

PVP : Une utopie peut être réaliste — au sens de soutenable une fois mise en place — tout en étant radicale — au sens où elle attaque un problème à sa racine. Et elle peut être révolutionnaire — au sens où elle produit une transformation fondamentale — tout en étant réformiste — au sens où elle se réalise graduellement.

Les utopies que j'affectionne sont des projets dont on ne peut initialement que rêver, tant leur mise en œuvre semble éloignée du champ des possibles, mais dont la réalisation permettrait de transformer des cercles vicieux en cercles vertueux. A un niveau très modeste, la création des premières pistes cyclables sur la rue de la Loi, en 2003, en est une, ou encore la piétonisation du boulevard Anspach, suite à l'action de désobéissance civile Picnic the Streets en 2012. A une échelle beaucoup plus grande, l'Union européenne en est une autre. Et à un niveau intermédiaire, la création d'une circonscription fédérale pour une part des sièges de la Chambre offrirait encore un autre exemple d'utopie réaliste mais — quant au problème concerné — radicale, et réformiste mais — à son échelle — révolutionnaire.

WN : Vous exprimiez l'idée, en 2016, que « la philosophie a pour tâche de dire ce qui reste à dire quand la science a parlé, quand celle-ci a dit tout ce qu'elle est capable de dire. » En parlant des « sciences politiques » et pour rester sur le thème de l'Utopie, quelles seraient les conclusions et recommandations utopistes essentielles que la philosophie politique, et vous singulièrement, pourriez apporter urgemment au « champ de la science politique » qui éprouve toutes les peines du monde à proposer une sortie à la crise structurelle et multiforme que nous connaissons aujourd'hui ?

PVP : La science politique est la partie des sciences sociales qui étudie le fonctionnement des institutions politiques. On ne peut pas attendre d'elle qu'elle apporte une solution à la crise structurelle multiforme que vous évoquez. Mais elle doit nous aider à créer une dynamique politique qui permette à l'humanité de surmonter cette crise, ou cette avalanche de crises. Pour cela il nous faut élaborer des institutions qui permettent de dépasser la violence par la négociation, le donnant-donnant, le marchandage, le compromis ; puis de se hisser au-delà de la négociation pour parvenir à la délibération, l'échange d'arguments, l'appel à l'équité et à l'intérêt général, la recherche du consensus. Ce progrès est déjà souvent bien difficile à l'échelle locale. Les audacieuses utopies politiques locales qu'il requiert prennent parfois des décennies à se réaliser. Mais ce progrès est encore bien plus difficile lorsque c'est à une échelle plus vaste que la délibération doit pouvoir s'instaurer. Malgré tous ses défauts, l'Union européenne

constitue le modèle le plus avancé de ce qu'il s'agit de façonner au niveau mondial. Le GIEC, le panel international sur le changement climatique, en est aussi une illustration très partielle. Ces exemples imparfaits doivent nous aider à aller au-delà de simples rêves et élaborer des utopies concrètes. Inutile de dire qu'une pleine conciliation entre action globale et participation citoyenne digne de ce nom n'appartient pas au domaine des possibles même les plus fous. L'utopiste réaliste même le plus audacieux ne pourra pas faire l'économie de compromis pénibles.

WN : Dans le contexte de la montée des inégalités qui touche la plupart des classes et strates sociales à l'échelle de la planète, on peut constater un certain nombre de « fractures » qui discriminent de plus en plus des pans entiers de la population. Fracture numérique, fracture linguistique, fracture économique, fracture culturelle, etc. Là où le « communisme réel » a échoué et là où le « néolibéralisme » ne semble pas maîtriser la recette pour l'établissement d'une société « juste », comment définiriez-vous aujourd'hui les contours d'une troisième voie désirable ?

PVP : Cette troisième voie me semble devoir contenir au moins trois composantes : une sécurité économique assurée par un revenu de base inconditionnel, le développement d'une formation permanente multiforme, tant informelle que formelle et la reconfiguration des espaces publics de manière à favoriser l'immobilité agréable, pas seulement la mobilité durable.

WN : Restons encore dans le sillage immédiat de l'idée d'Utopie nécessaire. Votre idée généreuse du revenu de base inconditionnel que vous développez depuis les années 80 a été largement commentée et débattue et quelques expériences ont même été lancées, notamment en Finlande et au Kenya. Et, des candidats à la présidence, notamment aux USA et en France ont repris cette idée avec quelques nuances, sans grand succès électoral jusqu'ici.

Souvent, des critiques sont émises à votre idée sur le fait qu'elle diminuerait la valeur du travail. Mais, plus fondamentalement, cette idée innovante et audacieuse n'est-elle pas trop « réaliste » en ce sens que si elle « corrige » quelque peu et mécaniquement les inégalités monétaires du capitalisme et plus spécifiquement du néolibéralisme, elle ne remet nullement en question la logique fondamentalement inégalitaire du système. Dans cet ordre d'idée, nous aurions un manque d'attractivité (électoral) du revenu de base inconditionnel pour les électeurs et, d'un autre côté, une réticence largement répandue de la part des politiques à mettre en place ce système redistributif qui s'éloigne de la « doxa » du néolibéralisme. Une équation impossible pour faire vivre votre idée dans la Cité ?

PVP : Le capitalisme engendre inévitablement des inégalités. Il gonfle les revenus de celles et ceux qui produisent à faible coût des biens et services que d'autres souhaitent acheter. Et un capitalisme non régulé produit des inégalités colossales au profit de ceux qui détiennent le capital et les qualifications que le marché valorise. Un revenu de base n'abolit pas le capitalisme. Il utilise son dynamisme, magistralement décrit par Marx, pour donner à toutes et tous la liberté réelle la plus grande possible de choisir quelle vie mener, la liberté réelle d'échapper à la trappe du chômage comme celle d'échapper à la trappe de l'emploi. Révolutionnaire dans son impact transformateur, cette utopie est cependant réformiste au sens où il s'agit de la réaliser pas à pas, par la porte de service plutôt que par la grande entrée.

WN : Le « Basic Income Earth Network » (BIEN) est un réseau d'universitaires et d'activistes qui s'intéressent à l'idée du revenu de base inconditionnel dont vous êtes très proche. Son 23ème Congrès aura lieu à l'Université de Bath, en Angleterre, du 29 au 31 août 2024. Où en sont très précisément les débats sur cette question précise ? Comment cette approche a-t-elle évolué au cours de ces dernières années dans le monde académique, dans la société civile et auprès des politiques ?

PVP : Le débat académique et public est aujourd'hui bien plus ample et plus riche qu'il ne l'était il y a dix ans. Il s'est surtout développé dans deux directions complémentaires. D'une part, beaucoup partagent la conviction que je viens d'évoquer : l'introduction d'un revenu inconditionnel individuel substantiel, à supposer qu'il soit économiquement et politiquement possible, ne se fera certainement pas d'un seul coup. Il importe donc de discuter des avantages administratifs, économiques et politiques respectifs d'une large gamme de mesures plus modestes susceptibles de nous rapprocher de sa réalisation. D'autre part, ces dernières années ont vu la prolifération d'expériences-pilotes. Ce qui y est testé n'est pas toujours très proche d'un revenu de base inconditionnel. En outre, la composition de l'échantillon et la courte durée des expérimentations limitent fort ce qu'on peut en conclure sur les effets de l'instauration d'un revenu inconditionnel à l'échelle d'une société entière. Toutes ces expériences sont cependant susceptibles de fournir des enseignements utiles, et elles contribuent toutes à nourrir l'intérêt pour l'idée. Au point que des lobbies de droite ont récemment tenté de faire interdire ces expérimentations dans plusieurs états américains et y ont même presque réussi au Wisconsin.

WN : Nous ne sommes pas prêts à quitter l'utopie qui restera le fil rouge de notre entretien. Un peu d'histoire pour aller plus loin. Au XIV^e siècle, à Sienne, la Cité dirigée alors par des « Sages » est en proie à une crise sanitaire, financière, politique et alimentaire. La cité risquait clairement de basculer vers la tyrannie. Une commune fondée sur le bien commun était en train de vaciller. Incapables d'endiguer ou même de nommer la crise qui sévit, les « Sages » s'en remettent à l'art pour imaginer voire pour conjurer la menace qui vient. La peinture commandée « Allégorie et effets du Bon et du Mauvais Gouvernement » fut réalisée par le peintre et l'un des maîtres de l'école siennoise du Trecento, Ambrogio Lorenzetti, en 1338-1339* (l'image sera dans le magazine). Elle s'est dressée pour alerter. Toujours visible aujourd'hui à Sienne, cette fresque à la portée symbolique majeure ne cesse d'inspirer la pensée contemporaine. Que vous inspire cette image politique du XIV^e siècle, au moment des replis identitaires, de la mise à mal de l'intérêt général ou de la crise écologique que nous connaissons aujourd'hui ?

PVP : Que la recherche, parfois désespérée, d'une meilleure manière de gouverner est, sinon de tous les temps, en tout cas loin d'être l'apanage de notre époque. Mais aussi que cette œuvre date d'une époque où on considérait comme évident que même le meilleur gouvernement du monde devait rester une affaire d'hommes et de riches. Et que cette œuvre date aussi d'une époque où Sienne et toutes les autres cités européennes de quelque importance s'entouraient à grands frais d'imposantes murailles, pour

empêcher que des chrétiens blancs viennent trucidier d'autres chrétiens blancs. Depuis lors, que de progrès, tout de même, que Lorenzetti ne pouvait pas imaginer.

WN : Quelle serait la responsabilité des artistes aujourd'hui, selon vous ?

PVP : S'il s'agit responsabilité politique, je ne pense pas que les artistes en ait plus que n'importe quel autre citoyen. Il ne faudrait certainement pas que tout artiste s'estime obligé d'être un activiste, ou de veiller à ce que chacune de ses oeuvres contribue à une cause qui lui tient à cœur. Mais comme pour les universitaires ou tout autre membre de la société civile, s'il y a des questions sur lesquelles il dispose d'une information suffisante pour pouvoir s'engager en connaissance de cause, il peut être de sa responsabilité d'user de sa notoriété ou de sa visibilité pour contribuer à un combat susceptible de contribuer à rendre notre société, ou notre monde, moins injuste.

WN : De retour de Sienne, revenons à la place de l'art dans la société contemporaine. Là où, en vertu de certains paradigmes, l'image devient essentiellement une image en soi trouvant ses débouchés dans la satisfaction narcissique. Est-ce que, selon vous, la photographie peut encore être un militantisme agissant, par exemple, pour plus de justice sociale ? Parler de soi, selfies ritueliques à l'appui, n'est-il pas l'outil idéal pour ne plus avoir à parler à l'autre, ni à l'entendre ? Ou bien au contraire, se connaître soi-même pourrait-il être le moyen d'accéder vraiment à l'autre ?

PVP : La photographie, comme tout art, fait appel à l'émotion bien plus qu'à la raison. Elle peut parfois contribuer à la lutte pour la justice sociale en nourrissant l'indignation face à la violence, à l'humiliation, à la misère, à l'exploitation. Mais il importe que l'émotion reste sous la surveillance de la raison. L'image peut être cruciale pour éveiller l'attention. Mais elle peut aussi être partielle, et l'indignation prématurée. L'émotion peut entraver la compréhension, qui exige de se mettre sérieusement à l'écoute, d'être capable d'entendre aussi ce que l'émotion ne prédispose pas à entendre. La poursuite efficace d'une justice durable exige que l'émotion fasse place, le moment venu, à l'échange d'arguments, à la raison.

WN : Philippe Van Parijs, vous êtes polyglotte et militez pour le bilinguisme en Belgique, en même temps que pour la langue anglaise comme Lingua Franca à plus large échelle. Quel rapport entretenez-vous avec les images, avec la photographie ? Par-delà tout ce qui a déjà été pensé et dit au sujet du lien entre textes et images, est-il souhaitable de faire vivre une Utopie instituant un métadiscours résultant de la rencontre entre ces deux outils ? Car, après tout, les lettres sont aussi des images que nous assemblons, interprétons et organisons dans un processus de lecture...

PVP : Les lettres sont effectivement des images, mais toutes les langues naturelles ont été des langues parlées bien avant de devenir des langues écrites, ce que beaucoup, du reste, ne sont jamais devenues. La connexion la plus générale entre langues et arts concerne dès lors les arts oraux, du chant et de l'opéra au théâtre et au cinéma. Mais il existe bien sûr aussi une connexion étroite entre les langues et la littérature écrite en un

sens large, de la poésie et de la fiction narrative à l'essai, voire à l'article de presse. La connexion avec les arts exclusivement visuels, l'architecture, la sculpture, la peinture ou la photographie est plus distante. Mais dans le cas de la photographie, il peut y avoir une complémentarité forte, lorsque des photos bien faites et bien choisies renforcent le texte, en soulignent le message central et constituent avec lui une véritable œuvre d'art. Je pense à certains articles illustrés par des photos marquantes dans la revue politique Wilfried ou dans la version magazine du Brussels Times.

WN : « Siphonner les esprits », que vous inspire cette curieuse expression dont nous refusons de donner une quelconque définition, laissant la libre interprétation comme seul critère valable ?

PVP : Je vois trois pistes : rendre siphonné, c'est-à-dire cinglé ; pouvoir d'un siphon de manière à éviter des refoulements malodorants ; vider un récipient à l'aide d'un siphon. S'agissant d'esprits, la troisième piste me semble la plus prometteuse. Nous vivons à l'ère de l'infobésité, du bombardement permanent par des informations vraies et fausses, que l'on n'a souvent pas le temps de bien comprendre, encore moins de bien digérer et de soumettre à un examen critique. Nos esprits sont dès lors encombrés de beaucoup de « broil », de crasses, même de toxines. Un bon siphon peut venir à point. Mais un esprit complètement vidé n'est pas idéal non plus. Il s'agira d'être sélectif, de procéder sur un mode chirurgical plutôt qu'hydraulique. Pas évident du tout.

WN : Partant de votre « association libre », qui, aujourd'hui « siphonne les esprits de qui ? » De quoi cette expression serait-elle le nom ?

Ce siphonnage sélectif me semble incomber en premier lieu à celles et ceux qui exercent le plus beau métier du monde : celui d'enseignant. « L'intelligence n'es pas un grenier qu'on emplit, mais une flamme qu'on alimente », aurait dit l'instituteur et pédagogue Célestin Freinet. Très juste, mais il s'agit aussi aujourd'hui de désemplir inlassablement les greniers mentaux, de les débarrasser du fatras que les médias sociaux et l'usage naïf de l'internet y engouffrent, de siphonner délicatement les esprits en formation. De la crèche à l'université, des millions d'enseignantes et d'enseignants s'y emploient. Très bien. Pas facile, mais super-important.

